

# La République

Quotidien d'information générale - Série III n° **1313** Prix : 3.000 FC

Directeur de Publication : Jacques Famba

Tél. 0899311288 - 0998190510, Courriel : [larepublique@nyota.net](mailto:larepublique@nyota.net), [WWW.nyota.net](http://WWW.nyota.net)

Récépissé n°MIN/CM/LMO/053/2015

(Page 12)

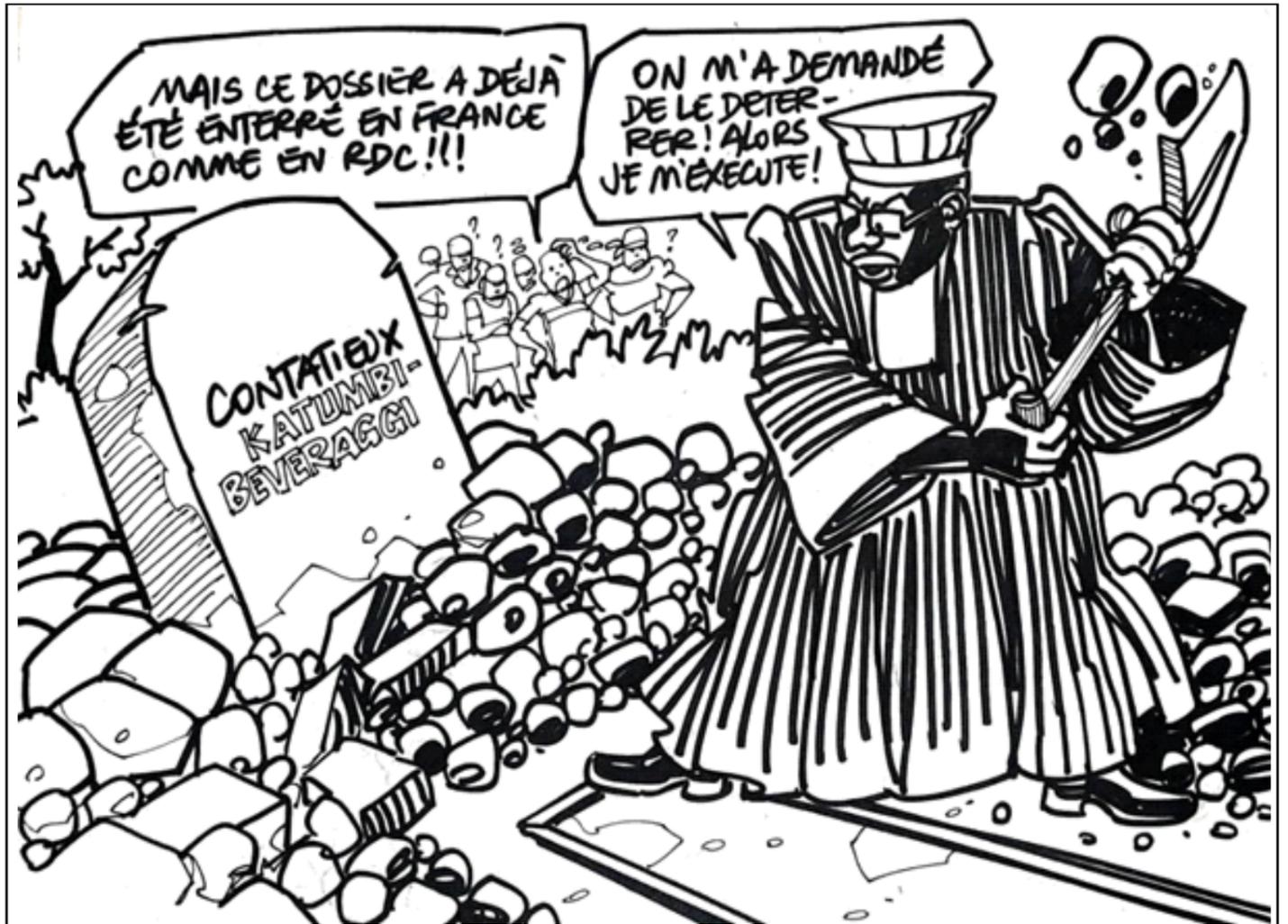
## Le trafic d'influence s'invite dans le contentieux Katumbi-Beveraggi

Mahagi

**Les services de sécurité ougandais accusés de diverses infractions** (P. 2)

COP - 27

**Enfin signature d'un accord sur l'indemnisation des pays vulnérables** (P. 2)



Paie des fonctionnaires

## L'IGF débarque bientôt à la Fonction publique

(Page 7)

RDC - Kenya

**William Ruto attendu à Kinshasa** (Page 3)

**Nyota TV**

Retrouvez-nous sur 356 Canal+!

Coupe du Monde

**L'Équateur douche le Qatar en match d'ouverture (2-0)!**

(Page 11)

## Mbuji-Mayi : environ 25 tonnes de malachite saisie par l'ANR



Une cargaison de près de 10 tonnes de malachite a été saisie depuis la semaine dernière à Mbuji-Mayi par l'Agence nationale des renseignements (ANR), ont indiqué samedi 19 novembre des sources sécuritaires. Ces minerais provenaient de la mine de Katende dans le territoire de Miabi. Une autre cargaison de 15 tonnes a été aussi saisie depuis bientôt un mois par l'ANR.

C'est depuis plus d'un mois, que l'exploitation de ce minerai a repris dans la mine de Katende par une coopérative minière dénommée « COOMATSHIM ».

Mais cette exploitation artisanale, d'après le porte-parole du gouverneur, est jugée d'illécite. C'est ainsi que sa première production de 15 tonnes exploitée par cette coopérative a été saisie par l'Agence nationale des renseignements à cause de manque d'autorisation de transport et de sortie de ce minerai de la province par les services habile-

tés.

### Exploitation illécite

La deuxième production de près de 10 tonnes a subi le même sort la semaine dernière, toujours selon le porte-parole du gouverneur.

D'après les sources concordantes, l'exploitation de malachite dans la mine de Katende remonte à 2013. Plusieurs cargaisons, dont la destination n'est pas connue à ce jour, ont déjà été saisies à Mbuji-Mayi et à Mwene-Ditu par les autorités locales.

Mais certains observateurs estiment que le gouvernement provincial devrait s'impliquer pour réglementer l'exploitation de ce minerai pour permettre à la province de faire face à certains défis, dont l'exode urbain vers les provinces du Haut-Katanga et Lualaba.

A l'instar des autres provinces du pays, le Kasai-Oriental regorge d'autres minerais non exploités. C'est le cas de malachite, du fer, du Nickel.

La malachite est une espèce de minerais du groupe des carbonates minéraux.

## Mahagi

### Les services de sécurité ougandais accusés de diverses infractions



La société civile de Mahagi (Ituri) a accusé, samedi 19 novembre, les services de sécurité ougandais de commettre diverses infractions à la frontière, territoire de Mahagi.

Le dernier cas remonte il y a une semaine dans la localité de Kolotoko où, des militaires ougandais ont traversé la frontière congolaise pour poursuivre un taximan moto.

Ils ont tiré plusieurs coups de feu sans faire de victime.

Ces soldats ougandais ont été arrêtés par les services de sécurité à Mahagi puis libérés après une rencontre entre les autorités des deux pays.

La société civile de Mahagi a répertorié six autres cas à Djupachama où, les services de sécurité ougandais ont saisi 13 motos des Con-

golais.

Par contre à Tchomia dans le territoire de Djugu, sept pêcheurs ont été dépouillés de leurs pirogues sur le lac Albert et leurs filets, considérés comme prohibés, ont été incendiés par la police de la force marine ougandaise.

Les pirogues de ces pêcheurs ont été libérées moyennant une amende de 300 à 400 USD, nous a confié une des victimes.

Les acteurs de la société civile demandent au gouvernement de déterminer les limites sur le lac et de renforcer la sécurité à la frontière des deux pays.

Le porte-parole de l'armée en Ituri, lieutenant Jules Ngongo indique que les autorités sont saisies de cette situation et promettent d'y apporter une solution idoine afin de faciliter la réglementation de la pêche sur le lac Albert.

## COP - 27

### Enfin signature d'un accord sur l'indemnisation des pays vulnérables

Les participants à la COP-27 ont signé, dimanche 20 novembre, l'accord sur l'établissement d'un mécanisme d'indemnisation des pays vulnérables ayant subi des « pertes et dommages » à la suite des catastrophes climatiques.

Un accord signé après des jours d'intenses négociations entre les parties à Charm El-Cheikh (Egypte).

Selon cet accord, un fonds sera créé pour indemniser ces pertes et dommages.

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres a salué la signature de ce document qui, selon lui, un signal fort :

« Cette COP a fait un pas important vers la justice. Je salue la décision de créer un fonds pour les pertes et dommages et de le rendre opérationnel dans la période à venir ».

Il a assuré que les Nations Unies soutiendraient à chaque étape le processus de cette indemnisation.

Le programme de travail d'atténuation, qui réduirait les émissions de gaz à effet de serre plus rapidement, catalyserait une action efficace et obtiendrait des assurances des pays clés sur des mesures immédiates pour relever l'ambition et nous maintenir sur la voie d'un réchauffement limité à 1,5 °C.

### Poursuite de la lutte contre le changement climatique

Antonio Guterres a rappelé au monde les priorités sur l'action

climatique, notamment l'ambition de réduire les émissions mondiales de gaz à effet de serre et de maintenir en vie la limite de 1,5 degré Celsius de l'Accord de Paris.

« Nous devons réduire drastiquement les émissions maintenant - et c'est un problème que cette COP n'a pas abordé », a-t-il déploré.

Il a également affirmé que le monde doit encore faire un pas de géant sur l'ambition climatique, et mettre fin à sa dépendance aux combustibles fossiles en investissant « massivement » dans les énergies renouvelables.

### 100 milliards USD an de financement climatique

Le patron de la l'ONU a également souligné la nécessité de tenir la promesse longtemps retardée de 100 milliards USD par an de financement climatique pour les pays en développement, en établissant une feuille de route claire et crédible pour doubler les fonds d'adaptation.

Il a également réitéré l'importance de changer les modèles commerciaux des banques multilatérales de développement et des institutions financières internationales.

« Elles doivent accepter plus de risques et mobiliser systématiquement des financements privés pour les pays en développement à des coûts raisonnables », a-t-il déclaré.

Antonio Guterres a estimé que si un fonds pour les pertes et dommages est essentiel, ce n'est pas une réponse si la crise climatique raye un petit État insulaire de la carte - ou transforme tout un pays africain en désert.

Il a renouvelé son appel à des partenariats pour une transition énergétique juste afin d'accélérer la sortie du charbon et le développement des énergies renouvelables.

Ce haut fonctionnaire des Nations unies a en outre réitéré son appel la signature d'un acte de solidarité pour le climat :

« Un pacte dans lequel tous les pays font un effort supplémentaire pour réduire les émissions cette décennie conformément à l'objectif de 1,5 degré. Et un pacte pour mobiliser - avec les institutions financières internationales et le secteur privé - un soutien financier et technique aux grandes économies émergentes pour accélérer leur transition vers les énergies renouvelables ».

## Quatre communes de la ville de Kinshasa dotées de nouveaux transformateurs

Quatre communes de la ville de Kinshasa à savoir Kinshasa, Ngiri-Ngiri, Kintambo et Mont-Ngafula et les quartiers associés viennent d'être dotées de nouveaux transformateurs électriques pour les réalimenter en énergie électrique, au cours d'une descente que le Directeur général, Fabrice Lusinde wa Lusangu Kabemba, a effectuée vendredi dans lesdites entités de la ville de Kinshasa.

« Souvent nous faisons passer des communiqués pour informer la population de l'interruption de la fourniture de l'électricité dans telles communes ou tels quartiers pendant un temps. L'annonce d'aujourd'hui sera contraire, nous ramenons les équipements au niveau de chaque commune pour la réalimentation à l'énergie électrique », a déclaré le directeur général de la Société nationale d'électricité (SNEL).

Il a rappelé que depuis un certain temps, la population a constaté des perturbations sur le réseau de Kinshasa et à l'intérieur du pays, précisant qu'elles sont dues aux résultats de deux problèmes, notamment au niveau de état avarié des transformateurs



### Inga II en marche

Le Directeur général de la SNEL SA, Fabrice Lusinde wa Lusangu Kabemba a, par ailleurs, fait savoir qu'à Inga II, la machine G26 qui était en arrêt depuis une dizaine de jours sera réhabilitée à la fin de la journée de ce vendredi, ou au plus tard demain afin de permettre de réduire les déficits à la fois à Kinshasa, Lubumbashi, Kolwezi et Likasi.

« Nous faisons les maximum d'ici décembre pour que d'autres machines que nous avons trouvés en arrêt depuis le 24 octobre dernier, soient remis au réseau », a révélé M. Lusinde, avant d'envisager d'ici 2023 de faire d'autres propositions avec les ingénieurs.

Il a profité de l'occasion pour mettre en garde toutes personnes qui tripotent dans les cabines électriques qu'ils courent le danger en allant faire des raccordements frauduleux. Ces derniers entraînent des surcharges qui sont à la base des problèmes que rencontre la SNEL.

dans les cabines et des arrêts techniques de machines dans les centrales d'Inga II.

« Aujourd'hui, nous allons redéployer des nouveaux équipements dans les cabines avariées pour reprendre les dessertes convenablement. Nous les faisons pour bien préparer les festivités de fin d'année et de nouvel an, dans le but de fournir absolument aux clients, les services impeccables », a soutenu le directeur général.

Il a ajouté que c'est aussi une occasion de suivre la coupe du monde famille avant de signifier que la SNEL a le devoir de fournir de la meilleure façon possible et dans la meilleure condition l'énergie électrique.

## Le 1er colloque du CMMC prévu le 22 novembre à Kinshasa



**Le premier colloque du Corps des mandataires en mines et carrières (CMMC) aura lieu le 22 novembre 2022, à Kimpesky hôtel situé à Kinshasa-Gombe. Les travaux sont placés sous les thèmes : »Les mandataires en mines et carrières à l'épreuve de la pratique« et «Les 4 ans du nouveau code minier : faut-il le revisiter ?».**

Initié par le secrétariat du CMMC, cette rencontre connaîtra la participation d'une pléiade de personnalités et invités composée entre autres des membres de ce corps notamment Guy Loando, ministre d'État de l'Aménagement du territoire, Mme Dorothee Madiya, présidente du CMMC, Bernadette Mpundu, Louis Watum, président de la chambre des mines, Me Constant Mutamba, secrétaire exécutif de cette organisation, Michel Ebola, conseiller principal du chef de l'État en charge des Mines, Jean-Paul Kitenge, Bâtonnier, Jean-Pierre Ndabo ainsi que d'experts et autres. Les participants aborderont plusieurs aspects de deux

thématiques.

Créé depuis le 7 juillet 2021, le Corps des mandataires en mines et carrières entend se positionner comme une instance intermédiaire habilitée pour garantir l'interaction permanente et constante avec l'administration minière.

Il poursuit plusieurs objectifs entre autres : promouvoir et défendre les intérêts des mandataires en mines et carrières auprès du gouvernement et de l'administration des Mines ; constituer un cadre d'échanges et de concertations entre mandataires en mines et carrières de la RDC ; faire participer les mandataires en mines aux différentes rencontres minières ; interagir constamment avec le gouvernement et l'administration des Mines sur les questions minières ; lutter contre l'empiètement des attributions des mandataires en mines et carrières par des personnes sans qualité.

A. Emba/ouragan.cd

### RDC-Rwanda

## Nouvel incident sécuritaire entre Goma et Gisenyi : un militaire tué

**Le gouvernement rwandais ce samedi rapporte un nouvel incident sécuritaire à la frontière avec la RDC. Un militaire congolais aurait traversé le poste frontière appelé « Petite barrière » de Goma à Gisenyi et a commencé à tirer. Il a été abattu par les militaires rwandais « avant de faire des victimes ».**

Le Rwanda dit avoir saisi le Mécanisme Conjoint de Vérification Élargi (MCVE). Ce dispositif basée à Goma avait été lancé en Septembre 2012. Il comprend des experts militaires des États Membres de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL). Il surveille et mène des enquêtes sur les incidents de sécurité dans la Région des



Grands Lacs.

Mi-juin, un autre incident du même genre avait eu lieu. Selon l'Armée rwandaise, un militaire congolais muni d'un fusil AK 47 « avait traversé la «Petite Barrière» tirant sur le personnel de sécurité et les civils. Le bilan faisait état de deux policiers rwandais. Le militaire congolais avait été abattu par un officier de la police nationale rwandaise évoquant la « légitime défense ».

Actualité.cd

### Combats FARDC-M23

## Gilbert Kabanda appelle la population à faire confiance au Gouvernement

**Le ministre de la défense nationale Gilbert Kabanda a été auditionné le jeudi 17 novembre 2022, par les commissions Défense et sécurité de l'Assemblée nationale et du Sénat, au sujet des opérations militaires en cours dans la province du Nord-Kivu.**



appelé la population à compter sur le gouvernement et le parlement qui traitent de manière permanente cette situation qui prévaut dans l'Est du pays.

« Nous sommes chaque jour au sein du gouvernement, nous examinons la situation à l'Est et la population peut être sûr que son gouvernement, son parlement s'occupent de ma manière permanente de cette situation et la population peut compter sur ces instances là », a-t-il ajouté.

Signalons que les opérations militaires se poursuivent dans le territoire de Rutshuru où les forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC), s'affrontent avec les rebelles du M23.

Face aux combats instances entre l'armée loyaliste et les rebelles soutenus par le Rwanda, plusieurs personnes ont abandonné leur domicile pour trouver refuge à Goma et ses environs.

Roberto Tshahe/7sur7.cd

Devant la presse, G. Kabanda a fait savoir que le gouvernement s'emploie à tous les niveaux pour gagner la guerre dans l'Est de la République démocratique du Congo.

« Ce que je peux dire à la population est que le gouvernement s'emploie à tous les niveaux pour que la guerre à l'Est, nous puissions la gagner. Il y a quelques jours, j'ai été à l'Est, après je suis allé à l'étranger pour trouver des solutions à la guerre à l'Est (...), a déclaré Gilbert Kabanda.

En outre, le ministre de la défense a

### RDC - Kenya

## William Ruto attendu à Kinshasa

**William Ruto est attendu à Kinshasa. Selon les sources à la présidence congolaise, le président Kenyan annoncé pour lundi pourrait même atterrir à l'aéroport de N'djili un peu plus tôt. Il vient dans la capitale congolaise faire le point avec les autorités congolaises sur le processus de désescalade. Selon les sources de ACTUALITE.CD, il est prévu qu'il échange avec son homologue congolais des tensions entre Kinshasa et Kigali, du rôle de la force kenyane en déploiement dans l'Est congolais, de la reprise prochaine des pourparlers avec les groupes armés, mais aussi des passerelles entre les deux processus en cours (Nairobi-Luanda).**



Entretiens, Paul Kagame s'est joint aux appels demandant au M23 de cesser le feu et de se retirer des zones qu'il occupe. L'information a été donnée samedi par Uhuru Kenyatta, facilitateur de la Communauté des États d'Afrique de l'Est (EAC) pour la paix dans l'Est de la RDC. Cependant, ce n'est pas la première fois que Kigali s'engage à contribuer à ce processus de désescalade. Pour le contexte, un cessez-le-feu avait été conclu lors d'un sommet entre le président rwandais Paul

Kagame et son homologue congolais Félix Tshisekedi en juillet en Angola, selon un communiqué des autorités angolaises. Sur le terrain, les affrontements s'étaient poursuivis dès le lendemain et le M23 avait rejeté ce cessez-le-feu. C'est ce que Kinshasa redoute. Les autorités congolaises se montrent prudentes et seront attentives au discours de William Ruto. Entretiens, les combats ont repris ce dimanche entre FARDC et M23.

Kinshasa va donc poursuivre la pression diplomatique. Et le 18e sommet de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) ouvert samedi sur l'île de Djerba (Tunisie) est perçu comme une autre opportunité qui s'offre au premier ministre congolais Jean-Michel Sama Lukonde.

actualité.cd

## RDC-M23 : Macron décline le rôle de la France

**Emmanuel Macron s'est confié une fois de plus sur le rôle de la France dans la crise du M23 dans l'Est de la RDC. Le dirigeant français a salué le déploiement en cours des premiers éléments de la force est-africaine et a décliné la mission que s'est assignée son pays.**

« Le rôle de la France n'est pas de prendre une décision sur ce sujet, mais de soutenir d'un processus, celui de Nairobi comme Luanda, qui est de bâtir la paix. Nous c'est ce que nous soutenons, c'est l'initiative qui



a été prise d'un retrait progressif du M23, du déploiement des forces est-africaines armées sous l'égide des Nations unies. A cet égard, je remercie le président Ruto de s'engager un peu plus de 200 soldats et de relance d'un processus politique inclusif », a-t-il dit dans une interview en marge du

18<sup>e</sup> sommet de la Francophonie.

Et d'ajouter :

« Il faut le retrait des forces, la stabilisation par des forces africaines sous mandat de l'ONU et un processus politique inclusif qui doit être lancé dans les meilleurs délais pour que toutes les parties prenantes puissent justement sortir de ce moment

d tension d'abord parce qu'il peut déraiper à tout instant et ensuite parce que les seuls qui en bénéficient, ce sont les forces terroristes qui sont en place, les ADF ».

Il insiste sur la « bonne pression » : « la France dans, à cet égard a pour rôle ce que j'ai fait tous ces dernières semaines de parler aux uns et aux autres, d'exercer la bonne pression, d'aider au processus qui sont enclenchés et de permettre que la région puisse bâtir ce chemin que je viens de décrire ».

actualité.cd

## Soutien aux FARDC

## Les confessions religieuses et la société civile dans la rue à Kinshasa

Les confessions religieuses en synergie avec la société civile se sont retrouvées dans la rue, samedi à Kinshasa, afin d'interpeller la communauté internationale sur l'insécurité qui sévit dans l'Est du pays, et de soutenir les forces armées de la RDC aux fronts.

« Nous, peuple congolais à travers la synergie confessions religieuses et organisations de la société civile de la RDC, levons fortement notre voix pour exprimer solennellement et énergiquement notre désapprobation face au complot international, dont le but principal est d'affaiblir et de procéder à la balkanisation de notre pays », a déclaré le président de la plateforme « Confessions religieuses » et Evêque général de l'« Eglise du réveil du Congo », le prophète Dodo Kamba.

Il a déploré les agressions à répétition de la RDC par le Rwanda depuis plus de deux décennies, ayant causé, selon de différents rapports des experts y compris celui des Nations Unies, des pertes de plusieurs millions de vies humaines et des violations flagrantes des droits de l'homme et du droit international humanitaire.

« Plus de 10 millions d'âmes gratuitement et innocemment arrachées à la vie, plus de 5 millions des déplacés internes, et un nombre incalculable des personnes violées, majoritairement les femmes et les enfants, voire même les nourrissons, blessés et mutilés », a-t-il souligné.

L'évêque Dodo Kamba qui a lu le mémo déposé à la Mission des Nations unies pour la stabilisation en RDC (MONUSCO), a exprimé le regret du peuple congolais face au silence absolu de l'ONU au drame à la fois humain, matériel, écologique et économique que subit la RDC.



« C'est pour cette raison que le peuple congolais à travers les confessions religieuses et les organisations de la société civile de la RDC a organisé la présente marche citoyenne, patriotique et pacifique pour dire non à l'agression directe de notre pays par le Rwanda et l'Ouganda, non à la balkanisation de la Nation, non au régime de notification préalable à l'achat des armes imposée à la RDC », a-t-il ajouté.

A lui de poursuivre, « nous disons non à l'hypocrisie, à la complicité, à la complaisance et à l'indifférence de la communauté internationale face aux génocides du peuple, à l'occupation illégale de son territoire, à la déstabilisation de son pays, et de ses institutions, ainsi qu'aux pillages des ressources naturelles, au brassage et à l'intégration des terroristes du M23 dans les forces armées et les institutions du pays ».

Par ailleurs, cette synergie a formulé plusieurs recommandations à l'endroit du

Conseil de sécurité des Nations Unies notamment, de condamner les Républiques du Rwanda et de l'Ouganda pour l'agression, en les sanctionnant conformément à la charte et aux instruments des Nations Unies en la matière, de lever l'obligation de notification préalable à l'achat d'armes, d'organiser le retrait immédiat et sans conditions de l'armée rwandaise et son mouvement terroriste M23 du territoire congolais.

« Le peuple congolais reste vigilant, déterminé et ne se taira plus jamais devant la méconnaissance et la violation de ses droits les plus fondamentaux. Nous sommes prêt à organiser d'autres actions de plus grandes envergures aussi longtemps que la souveraineté de notre pays sera en danger et perdura l'injustice », a fait entendre l'évêque Dodo Kamba.

De son côté, Mme Annie Bambe, pré-

sidente de la coalition Beijing+ RDC et co-organisatrice de la marche, a renchéri : « nous disons non à cette agression barbare, nous sommes venu vers la MONUSCO parce que c'est la représentation du secrétaire général de l'ONU et du Conseil de sécurité des Nations Unies, afin d'exprimer la voix de la population congolaise, à travers la synergie Confessions religieuses et société civile ».

## La femme, principale victime de l'agression

Mme Bambe a rappelé les violations et les violences sexuelles dont les femmes et les jeunes filles congolaises sont victimes, faisant d'elles « un instrument de guerre ». « Nous, femmes de la RDC demandons à la communauté internationale d'arrêter de soutenir le M23 parce qu'il fait mal à notre population. Nous disons également non aux négociations avec le M23, non à la balkanisation et soutenons nos Forces armées et les initiatives du Chef de l'Etat pour l'instauration de la paix dans notre pays ».

Cette marche a connu la participation massive des Eglises Kimbanguiste, Catholique, Protestante, de la Communauté islamique, de l'Armée du Salut et toutes les organisations de la société civile.

La manifestation est partie du Palais du peuple, siège du Parlement de la RDC, jusqu'au Quartier général de la MONUSCO où a été déposé le mémorandum à l'attention de l'ONU.

ACP/C.L.

## Banditisme urbain à Kinshasa

## Rose Mutombo préconise des audiences foraines en procédure de flagrance



La ministre de la Justice et Garde des Sceaux, Rose Mutombo, a informé le Conseil lors de la réunion du 18 novembre 2022, sur un nouveau type de banditisme qui écume pratiquement tous les grands centres urbains de u pays avec cette particularité, pour celui pratiqué dans la ville de Kinshasa, qui prend des proportions « inquiétantes ».

En vue d'endiguer ce fléau, elle a fait savoir que plusieurs solutions ont été expérimentées, notamment celle du transfèrement de ces hors-la-loi dans le Centre de production alimentaire de Kaniama Kasese.

« Cette pratique qui a produit de bons résultats nécessite d'être renforcée par des décisions de justice irrévocables », a indiqué la ministre de la Justice.

Par ailleurs, Rose Mutombo a soutenu que l'intervention de la justice est la voie royale pour stopper à temps ce banditisme urbain qui, « si l'on n'y prend garde », risque de constituer une menace sérieuse pour la paix et la tranquillité des Congolais.

« Elle a dévoilé au Conseil la première cartographie criminelle établie par la Police judiciaire des Parquets qui situe les foyers de délinquance à Kinshasa », lit-on dans le compte-rendu du conseil des ministres signé par Catherine Katumbu Furaha, ministre de la Culture, des Arts et du Patrimoine.

En attendant d'entreprendre des réformes plus profondes sur le plan juridique et judiciaire, Rose Mutombo a préconisé la tenue des audiences foraines et en procédure de flagrance qui apparaît, pour l'heure, une réponse appropriée pour dissuader tous ces délinquants.

La ministre de la Justice reste convaincue que ces audiences auront pour effet de pousser ceux de leurs compères non encore appréhendés par la justice à réfléchir à deux fois avant de poser ce genre d'actes.

Le Conseil des ministres, qui était conduit par le président de la République Félix Tshisekedi, a pris acte de cette Note d'information.

Jephté Kitsita/7/7.cd

## Fêtes de fin d'année

## Vers un moratoire sur les missions de contrôles économiques

Le gouvernement de la République examine un moratoire sur les missions de contrôles économiques, fiscaux et douaniers sur une période donnée en perspective des fêtes de fin d'année en République démocratique du Congo.

C'est ce que le premier ministre, Jean-Michel Sama Lukonde, a fait savoir au Conseil des ministres du vendredi 18 novembre dernier présidé par le président Félix Tshisekedi, via visioconférence.

« Pour terminer, le premier ministre a indiqué que, dans la perspective des fêtes de fin d'année, le gouvernement de la République examine, en réponse à la requête de la Fédération des entreprises du Congo (FEC), un moratoire sur toutes les missions de contrôles économiques, fiscaux et douaniers sur une période donnée à déterminer », rapporte le compte-rendu de cette réunion.

Selon la même source, ce mora-

toire devrait permettre aux opérateurs économiques d'assurer dans les meilleures conditions possibles l'approvisionnement de la RD Congo, en produits de grande consommation

« Excluant évidemment les cas de fraude, ce moratoire devrait permettre aux opérateurs économiques de notre pays d'affronter avec sérénité la délicate période de fin d'année et d'assurer dans les meilleures conditions possibles l'approvisionnement en produits de grande consommation à des prix accessibles et ce, pour le grand bien notre population », ajoute ledit compte-rendu.

La période des fêtes de fin d'année est caractérisée par une forte demande des produits de grande consommation. Cela nécessite que le marché interne soit inondé de ces produits de manière à permettre à la population de passer dans les meilleures conditions ce moment festif.

Prince Mayiro/7/7.cd



Promotion des investissements**L'ANAPI tente de séduire des ambassades d'Asie et du Brésil**

Dans le souci d'impliquer les ambassades dans le développement de la République Démocratique du Congo, l'Agence nationale pour la promotion des investissements a échangé, dernièrement à Sultani hôtel, avec les conseillers économiques des ambassades d'Asie et du Brésil.

Avec ses invités, le Directeur Général de l'ANAPI, Anthony Kinzo, est revenu sur la promotion des investissements en RDC : enjeux et rôles des conseillers économiques.

Le Japon, la Russie, la Corée du Sud, et l'Inde étaient chacun représentés à cet échange convivial.

Anthony Nkinzo a d'abord présenté à ses hôtes l'environnement économique de la RDC. Il a expliqué que les perspectives de croissance s'améliorent d'après certains rapports du FMI et autres institutions financières Internationales.

Toujours au sujet de l'environnement économique, a expliqué le Directeur Général de l'ANAPI, le volume des IDEs entrant en RDC en 2021 est évalué à 1,87 milliards USD contre 1,65 milliards USD en 2020 soit un taux d'accroissement de 11,7%.

En ce qui concerne l'évolution positive de la notation Moody's, la RDC est passée de Caa+ à B3 avec une perspective stable/risque de crédit équilibré. Aussi, la notation de Standard & Poor's est passée de CCC+ à B-.

**Quelles sont alors les attentes de l'ANAPI envers les Ambassades ?**

L'ANAPI attend de ces ambassadeurs installés en RDC de multiplier des rencontres telles que de forums, salons sur l'agro-industrie; favoriser des contacts directs entre l'ANAPI et les firmes identifiées; l'implication des ambassades dans la mobilisation; de partenariats; des échanges d'expérience; de l'implication de ces ambassades en donnant la bonne information; organiser des rencontres de partage d'expériences; avoir des actions de promo-

tion ciblées.

**Quid de recommandations de ces ambassades pour améliorer le climat des affaires ?**

Après la présentation de l'évolution positive de la situation économique de la RDC, les représentants des ambassades ont formulé quelque recommandations pour améliorer le climat des affaires et renforcer un partenariat entre leurs pays et la RDC. Ils évoquent notamment la transparence dans l'information, la bonne gouvernance et les infrastructures. Les ambassades

souhaitent également voir le Gouvernement congolais protéger les investissements étrangers et aider aussi les petites entreprises à avoir plus de visibilité comme c'est le cas des grandes entreprises, a demandé la représentante de la Corée tout en souhaitant voir l'ANAPI créer un site internet où les informations seront uniquement en anglais, langue utilisée dans plusieurs pays non francophones.

De son côté, la représentante de la Russie a demandé que le Gouvernement congolais pense à digitaliser les services de l'Etat. De cette façon, cela permettra aux potentiels investisseurs de savoir où mettre les pieds. Elle a souhaité voir les infrastructures routières être en mesure de faciliter le transport de marchandises.

Le Japon, lui, a émis le vœu de voir baisser le prix de visa et autres procédures administratives tels que le visa d'établissement (700 USD) contrairement aux autres pays.

L'ANAPI se dit satisfaite de ces genre de rencontres qui lui permettent d'avoir des éléments à soumettre au Gouvernement dans le souci d'améliorer le climat des affaires et attirer encore plus d'investisseurs.

Nadine Fula/zoomeco.cd

Portefeuille public**Les nouveaux mandataires conviés à la bonne gouvernance**

La bonne gouvernance devrait être de mise dans la gestion des entreprises du Portefeuille de l'Etat en République Démocratique du Congo (RDC).



Cette interpellation a été faite par le Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi, lors de la soixante-dix-septième réunion du Conseil des Ministres du vendredi 18 novembre 2022.

« Le Président de la République a insisté sur l'impérieuse nécessité, pour les mandataires publics désignés à différents postes, d'avoir constamment, dans l'exercice de leurs fonctions, une conduite managériale qui repose sur la bonne gouvernance. Il a rappelé qu'à son entendement, chacune de ces entités, quel que soit son

objet social, sa taille, sa localisation géographique, est appelée à jouer un rôle

crucial dans le développement socio-économique de notre pays. », précise le compte-rendu de la réunion présenté par la Ministre de la Culture et Arts, Catherine Katungu Furaha.

Selon le même document, le Chef de l'Etat congolais attend de tous les mandataires un comportement hautement professionnel dans l'exercice de leurs fonctions dont les résultats du travail quotidien, devront se manifester par :

– l'amélioration de la qualité des prestations et des services rendus aux usagers par la réalisation de leur ob-

jet social ;  
– le respect des obligations sociales envers les travailleurs ;  
– la transformation réelle du potentiel d'exploitation et de production des actifs de tous genres ;

– l'atteinte des seuils de rentabilité afin d'avoir des marges de trésorerie positives pour accroître leurs actifs et leur capacité contributive au Budget de l'Etat.

« Pour le Président de la République, les insertions publicitaires et les interventions médiatiques intempestives des mandataires publics ne constituent en aucun cas un gage des performances managériales. Par contre, ce sont des pratiques de gestion rationnelle qui produiront des résultats positifs probants. », lit-on dans le compte-rendu de la réunion du Gouvernement congolais.

De ce fait, la Ministre d'Etat, Ministre du Portefeuille, et les Ministres sectoriels qui ont sous-tutelle des Etablissements et des Services publics, ont été invités à veiller à l'intérêt général comme fondement du pouvoir de tutelle, tout en évitant les entraves dans l'exercice des fonctions des mandataires tel que relevé lors de la communication du Président de la République à la 65ème Réunion du Conseil des Ministres du 19 août 2022.

Patrick Bomboka/  
zoomeco.cd

PT-NTIC**Des opérateurs économiques italiens charmés par le marché congolais**

Les opérateurs économiques italiens sont disposés à venir investir en République démocratique du Congo, a révélé le rapport du diplomate congolais à Rome en Italie, Dr. Paul-Émile Tshinga Ahuka remis au ministre de Postes télécommunications, nouvelles technologies de l'Information et de la Communication (PT-NTIC), Augustin Kibassa Maliba, lors de son séjour depuis le 16 novembre dernier.

« J'ai fait part au ministre de ma visite à Milan et à Naples où j'ai rencontré

les opérateurs économiques italiens qui sont disposés à venir investir en République Démocratique du Congo », a dit le diplomate congolais Dr. Paul-Émile Tshinga Ahuka.

Augustin Kibassa Maliba, qui a pris part active du 16 au 17 novembre au forum économique et commercial Italia Africa Business Week (IABW), a encouragé le représentant congolais de continuer à convaincre les opérateurs économiques à venir au Pays.

Le ministre des PTNTIC a aussi rassuré que son pays affiche

aujourd'hui une amélioration du climat des affaires dans son secteur. il a évoqué entre autres, la question de la fibre optique dont les travaux doivent être achevés et l'accessibilité de la connectivité dans des zones rurales en plein processus, invitant ainsi les investisseurs italiens à sauter sur ces occasions tout en insistant sur la forme de partenariat qui se veut gagnant-gagnant.

« Le ministre des PT-NTIC s'est montré très ouvert à notre rapport avant d'évoquer le problème de facilité de visas que nous

pouvons accorder aux opérateurs économiques italiens disposés à se rendre chez nous », a souligné le diplomate.

Il a ajouté que : « c'est ça le travail que le Chef de l'Etat Félix Antoine Tshisekedi nous demande de faire à travers notre diplomatie économique et de développement consistant à vendre les opportunités d'affaires de notre Pays ».

ACP

## Ituri

## Une nouvelle attaque de la milice CODECO fait 2 morts à Mahagi



**Des exactions des miliciens du groupe armé CODECO vendredi et ce samedi 19 novembre matin contre la population civile dans le territoire de Mahagi ont coûté la vie à deux personnes et font plusieurs blessés ainsi que centaines de maisons incendiées.**

Selon la société civile/ forces vives du territoire de Mahagi, ce sont quatre villages situés à la périphérie du centre de négoce Wala qui ont été attaqués.

De nombreux habitants, dont les biens ont été emportés au cours de ces attaques, ont été contraints de quitter leurs villages.

La société civile demande aux services de sécurité d'intervenir à temps lorsque des alertes sont lancées par la population.

C'est depuis le jeudi dernier que des éléments de la milice CODECO font des va-et-vient dans le groupement Ruvinga, situé

aux abords du Lac Albert, dans la chefferie de Mukambo.

Le président territorial de la société civile, Innocent Wabekudu, renseigne qu'au cours de leurs incursions, ces assaillants ont emporté plusieurs biens de la population, dont des poules, chèvres, porcs ainsi que des biens de ménage.

De jeudi à ce samedi matin, près de 400 habitations ont été incendiées, poursuit Innocent Wabekudu, qui cite les autorités coutumières locales.

Lors de ces attaques, deux personnes ont été abattues à la machette et plusieurs autres blessées qui ont acheminées à une structure médicale locale.

Une partie d'habitants a fui à Goma, Terrali ; alors qu'une autre a trouvé refuge dans une partie de Djukot, la chefferie voisine, selon la même source.

L'intervention des militaires a néanmoins permis de sauver des vies humaines.

Cependant, le président territorial de la société civile déplore que les alertes lancées préventivement par la population ne soient pas prises au sérieux par les services de sécurité.

Tous les efforts déployés par Radio Okapi pour avoir la réaction des autorités militaires n'ont pas abouti.

## Kinshasa

## L'UNICEF célèbre la journée de l'enfance par une marche de santé

Le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) a lancé une série d'activités à Kinshasa dans le cadre de la célébration de la journée de l'enfance. La première est la marche de santé, qui a réuni ce samedi 19 novembre, une cinquantaine d'enfants de Kinshasa et d'autres partenaires de l'UNICEF dont la division provinciale de genre, famille et enfant.

Partie de la place des évolués, elle a connu son point de chute à UtexAfrica en passant par le boulevard Tshiatshi. Cette marche sert de sensibilisation à la santé, au sport et aussi un plaidoyer et les enfants sont émus d'y avoir participé.

Cette année, l'UNICEF a mis en place une stratégie de communication et de plaidoyer reliant l'organisation, le sport et l'enfance. Jean-Pontien Tshibamba, coordonnateur national du Réseau des encadreurs pour l'initiation à la participation des enfants, explique :

« Pour cette année à l'international, on avait misé de faire la célébration sur l'inclusion pour chaque enfant et, donc, en RDC, on a travaillé à la promotion des droits de l'enfant à travers le sport. Le slogan qui a été retenu : 'un enfant, un droit,



un sport', cela pour (pouvoir) voir que le sport ce n'est pas seulement une gymnastique mais c'est aussi un droit pour chaque enfant ».

Une participante, Consolation Ata, a fait sa prière marche à pied des quelques kilomètres, et elle se dit heureuse :

« C'est ma première fois de faire une marche de faire des kilomètres en train de marcher. Je suis émue de joie et puis je me sens bien ».

Ces autres enfants ont aussi trouvé du plaisir à marcher pour le droit de chaque enfant

Jusqu'au premier décembre, l'UNICEF prévoit d'autres activités.

## Maniema

## Le bureau de l'assemblée provinciale visé par une pétition

Six députés provinciaux ont vendredi 18 novembre à Kindu cinq pétitions contre cinq membres du bureau de l'assemblée provinciale du Maniema. Ils leur reprochent l'incompétence notoire.

« Nous, députés provinciaux du Maniema, prenons la ferme décision de déchoir les membres du bureau de notre institution. En effet, l'opinion retiendra que notre province vient de rater un rendez-vous ultime : l'élection du gouverneur et vice-gouverneur de la province du Maniema à cause de la lâcheté ainsi que de la prise en otage de ce bureau qui a failli à son rôle régulateur dans ce processus », indique la déclaration des pétitionnaires lue par l'un d'entre eux, Marcelin Muteba.

De ce fait, selon eux, chaque membre du bureau visé n'a plus compétence de poser un quelconque acte au nom et pour le compte de l'assemblée provinciale du Maniema, à dater de ce jour.

Ils dénoncent également le dysfonctionnement de l'organe délibérant, caractérisé par « une incompétence notoire de tous les membres du bureau ».

Ils interpellent par ailleurs les députés provinciaux, qui « sont divisés avec toutes les conséquences que la province est en train de subir et cela a des répercussions incommensurables dans la vie de la province du Maniema ».

## Sud-Kivu

## Les chefs coutumiers pour une mise en place effective de la commission consultative de règlement des conflits coutumiers

La mise en place effective de la commission consultative de règlement de conflits coutumiers pourra créer un environnement propice au règlement des conflits coutumiers dans la province du Sud-Kivu. C'est, en substance, ce qu'ont indiqué les chefs coutumiers et des acteurs étatiques, participants à un atelier de deux jours qui s'est clôturé vendredi 18 novembre à Bukavu. Cet atelier a porté sur la redynamisation de cette commission.

Le chef de division provinciale de la décentralisation et réformes institutionnelles du Nord-Kivu, Joachim Siryaki, qui est venu partager son expérience au Sud-Kivu, a expliqué qu'avec cette commission, la charge de la gestion et règlement des conflits coutumiers devra revenir aux seuls chefs coutumiers par la médiation des pairs.

« On doit désormais renvoyer toute lettre de contestation adressée aux autorités politiques aux seules instances compétentes qui sont actuellement les commissions consultatives de règlement de conflits coutumiers. C'est que nous faisons au Nord-Kivu. Cela a suffisamment évolué et les chefs coutumiers par eux-mêmes résolvent leurs problèmes et on a stabilisé suffisamment d'entités qui étaient en



proie aux conflits », a indiqué Joachim Siryaki.

Ces travaux ont bénéficié de l'appui du bureau des affaires civiles de la MONUSCO.

Essi Essoh, membre de ce bureau onusien justifie cet appui :

« Dans le cadre du retrait responsable de la MONUSCO, c'est donc tout à fait naturel que nous puissions soutenir les initiatives du gouvernement, surtout lorsque ces initiatives visent à renforcer les structures qui sont chargées de résoudre les conflits de toute sorte »

Ces travaux se sont basés sur la loi de 2015 fixant le statut des chefs coutumiers. Mais aussi sur l'arrêté ministériel de 2017 portant création, composition, organisation et fonctionnement des commissions consultatives de règlement des conflits coutumiers.

## Ituri

## Une quarantaine de femmes et jeunes filles primées pour leur combat en faveur de la paix

Une quarantaine de femmes et jeunes filles de l'Ituri ayant œuvré dans différents secteurs sociaux ont été primées vendredi 18 novembre à Bunia par les autorités de la province de l'Ituri et celles de la MONUSCO. Cette reconnaissance est une initiative du secrétariat provincial chargé de la sensibilisation et la mise en application de la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU sur les femmes, la paix et la sécurité. La cérémonie de remise de ces prix de reconnaissance a eu lieu dans le cadre de la célébration du 22ème anniversaire de la résolution 1325.

Les femmes primées sont celles qui se sont distinguées entre autres dans le secteur du dialogue communautaire, de l'encadrement des enfants ou encore de sensibilisation des groupes armés pour le retour de la paix.

Parmi ces femmes figure Georgine Love, la coordonnatrice de l'ONG Femmes en action pour le développement multisectoriel, (FADÉM). La trentenaire révoquée, elle a reçu un prix spécial pour avoir joué un rôle dans la libération, au mois d'avril 2022, des membres de la Task force pour la paix pris en otage par la milice CODECO alors qu'ils étaient envoyés par le Président de la Répu-

blique pour sensibiliser les groupes armés à déposer les armes. Cette prise d'otage a eu lieu avant que cette milice ne signe l'acte d'engagement



unilatéral de cessation des hostilités dans le territoire de Djugu.

La remise de ces prix de reconnaissance, « est une manière symbolique de témoigner de la gratitude à l'endroit de ces femmes et filles qui militent pour le retour d'une paix durable dans la région. C'est que recommande le conseil de sécurité des Nations unies », a affirmé Jean Marc Mazio, le secrétaire permanent du secrétariat provincial chargé de la sensibilisation et de la mise en œuvre de la résolution 1325 en Ituri,

A cette occasion, une feuille de route a été élaborée par les participants dans le cadre des actions futures à mener dans le but de rendre effective cette résolution dans la province de l'Ituri.

Paie des fonctionnaires

**L'IGF débarque bientôt à la Fonction publique**



d'argent. Elles proviennent entre autres, de l'enveloppe destinée aux fonctionnaires décédés et des fictifs.

Pour appuyer les avancées réalisées lors du nettoyage du fichier de la paie, le ministre de tutelle compte diligenter, avec la participation active de l'IGF et de l'Inspection générale de l'administration publique (IGAP), une mission de contrôle de la paie des fonctionnaires et agents de l'Etat.

**La Fonction publique n'est pas épargnée par le virus de la corruption et du détournement qui ronge la République Démocratique du Congo. Après avoir mené avec succès la patrouille financière dans les entreprises publiques et services de l'Etat, l'Inspection générale des finances (IGF) va bientôt déployer ses flancs anti-corruption dans ce secteur qui fait partie des secteurs clés de la vie nationale.**

A cet effet, l'Inspecteur général des finances chef de service Jules Alingete et son adjoint, Victor Batubenga ont été reçus ce vendredi 18 novembre 2022 par le Vice-premier ministre, ministre de la Fonction publique, modernisation de l'administration et innovation de service, public.

La situation est grave, très grave à la Fonction publique. En dépit des efforts fournis par le chef de l'Etat Félix Tshisekedi Tshilombo et le gouvernement pour l'amélioration des conditions sociales des agents et fonctionnaires de l'Etat, notamment la revue à la hausse de leurs salaires et primes, des gigantesques trous continuent à bouffer chaque mois des grosses sommes

**Malheur aux maffieux!**

D'après de sources proches du dossier, ladite mission devra chercher à détecter les décédés, les non fonctionnaires payés par l'Etat et les services émargeant au budget annexe de la paie avec des effectifs manifestement gonflés.

Lors de leur rencontre, Jules Alingete, Victor Batubenga et Jean-Pierre Lihau ont cogité sur les modalités pratiques de cette opération qui va sans doute faire la joie des véritables fonctionnaires et agents de l'Etat et qui ne fera pas les affaires de maffieux qui opèrent dans l'administration publique.

Pour rappel, grâce à la patrouille financière menée par l'IGF sous l'impulsion de Félix Tshisekedi, les réserves de change ont atteint, en date du 11 juillet 2022, le chiffre historique de 4, 2 milliards USD.

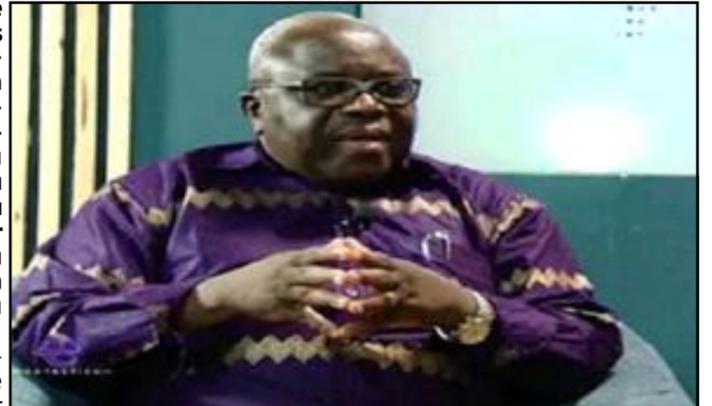
Elle a eu le mérite notamment de renverser la tendance au point qu'à ce jour, les mandataires publics accordent la priorité aux intérêts de l'Etat et de leurs administrés.

**Alternance**

Haut-Uélé

**Plaidoyer pour le recadrage du programme des 145 territoires**

**Le programme de développement des 145 territoires du gouvernement mérite un recadrage de ses activités, a estimé le député national et élu du territoire de Dungu dans la province du Haut Uélé, Xavier Bonane Ya Ngazi, au cours d'un entretien vendredi, avec l'ACP au Palais du peuple.**



« Que le programme soit réorienté dans le sens d'impliquer davantage les provinces, les territoires, les chefferies et les groupements notamment dans le Haut-Uélé, particulièrement dans le territoire de Dungu », a-t-il déclaré, soulignant que les entités décentralisées dans le Haut-Uélé n'ont pas été associées au choix des sites de mise en œuvre du programme pour la construction des écoles ou des centres de santé à Dungu.

« Il s'avère nécessaire d'améliorer la collaboration entre les différents acteurs impliqués dans ce programme du gouvernement », a préconisé Xavier Bonane.

Selon l'élu de Dungu, les comités locaux de développement devront être impliqués dans le choix à opérer dans la mesure où ils maîtrisent les différents sites

pouvant accueillir des projets dans le territoire de Dungu.

Il a ensuite recommandé l'amélioration de la communication entre les institutions de la République à savoir les ministères, les provinces, les territoires, les chefferies ainsi que les agences d'exécution au niveau notamment du territoire de Dungu.

Le député national Bonane a, par ailleurs, souhaité voir le ministère du Plan être suffisamment associé à la mise en œuvre du programme dans le territoire de Dungu relevant, dans ce territoire, le manque de communication entre les agences d'exécution du programme et les comités locaux de développement.

**ACP**

Masisi

**Plus de 30 morts dans un éboulement de terre à Rubaya et Bihambwe**



ces sources.

Du côté de Bihambwe, 6 corps ont été retrouvés. A cet effet, Modeste Amini, président de l'Union des jeunes pour la défense des Droits des agriculteurs et éleveurs au Congo, une ONG locale, demande au gouvernement de diligenter des enquêtes sérieuses afin d'établir des responsabilités sur ce drame.

**Trente-deux personnes ont perdu la vie dans un éboulement de terre provoqué par une inondation dans la nuit de jeudi à vendredi 18 novembre dans les cités minières de Rubaya et à Bihambwe dans la chefferie de Bahunde, au territoire de Masisi (Nord-Kivu).**

Des sources concordantes dans la région précisent ce samedi 19 novembre que ce bilan est encore provisoire, car plusieurs corps ne sont pas encore retrouvés et la fouille continue.

Elles indiquent aussi que 26 corps, sortis de terre, ont déjà été identifiés dans la cité minière de Rubaya. C'est précisément dans les périmètres 47 /31 qui compte plusieurs sites miniers ne respectant pas les normes environnementales, précisent

Par ailleurs, des maisons et des champs ont aussi été inondés par les eaux en raison des fortes pluies qui s'abattent presque chaque jour dans la région de Bihambwe

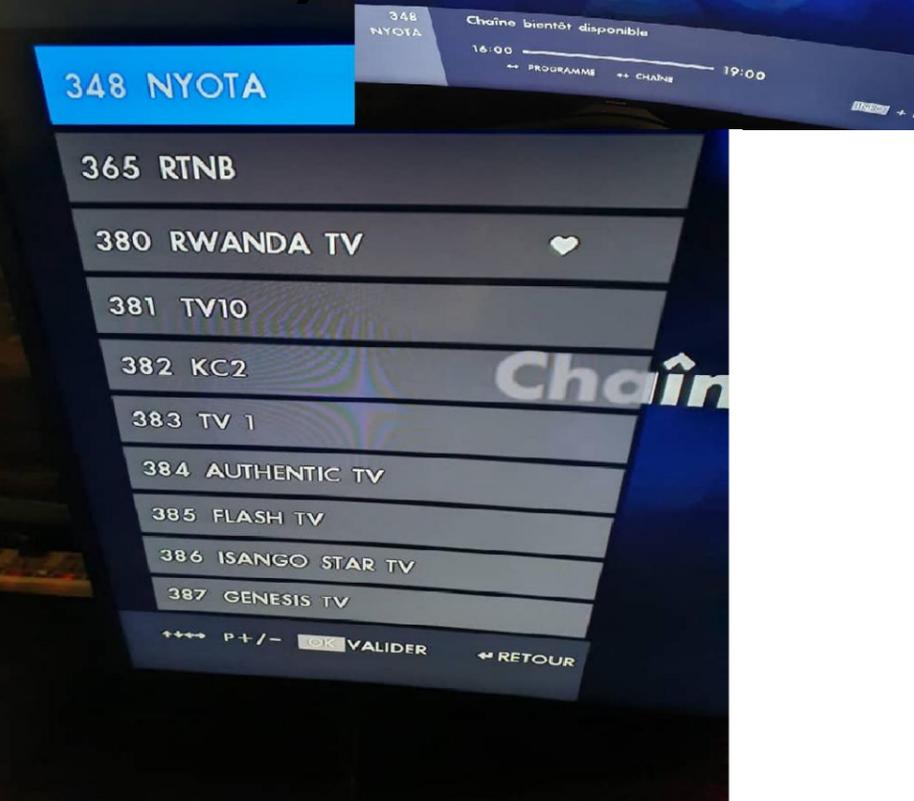
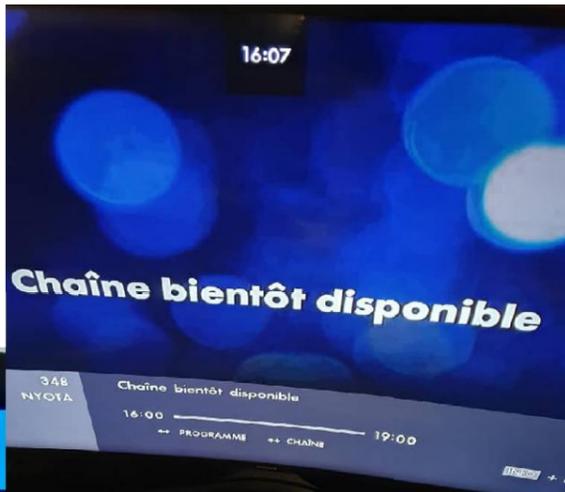
Modeste Amini exhorte le gouvernement congolais à délocaliser les maisons qui sont construites autour de la rivière Osso à Bihambwe.

Selon lui, "si rien n'est fait, la route qui relie Goma à Masisi centre risque d'être coupée au niveau de Bihambwe et Mema en raison de menaces de cette rivière".

Des inondations ont été aussi signalées dans presque tous les coins de Masisi, notamment à Mwesso.

**Nyota TV sur Canal+**

**(Retrouvez-nous sur 356 Canal+ !)**



# Goma, un enjeu mondial

Les armes crépitent désormais à une vingtaine de kilomètres de la capitale du Nord-Kivu. La rumeur y surabonde, les déplacés de guerre y fourmillent et l'insécurité nocturne et diurne y est redoutée. Malgré cette vive tension, la ville s'ouvre encore à des émissaires régionaux et internationaux pour tenter de stopper la catastrophe. Mais le groupe terroriste M23 n'écoute personne.

Goma, ville phare de l'Est de la République démocratique du Congo prend chaque jour une dimension stratégique planétaire. Toutes les puissances régionales et internationales coalisent d'ambition autour de cette mégapole de **2.100.000 habitants** assise entre le volcan Nyiragongo, le parc national des Virunga et le lac Kivu. Goma s'illustre donc en dernier objectif immédiat du M23, cette coalition internationale chargée de démembrer la République démocratique du Congo. Les nouvelles du front militaire ne rassurent pas, y compris dans le camp du facilitateur Uhuru Kenyatta. Ce dernier a, en effet, appelé à un cessez-le-feu pour dialoguer. Appel tombé dans les oreilles des sourds. Kenyatta aurait prêché dans le désert, même lorsqu'il a déploré l'étendue de la catastrophe humanitaire de Kanyaruchinya. Car, en apprenant l'avancée des **«sans pitié»**, des villages entiers se vident. Le M23 y a planté une très mauvaise graine réputationnelle de **«sèmeur de la mort»**.

Depuis Bunagana, plusieurs déplacés sont contraints au nomadisme. Ils ont fui vers l'Ouganda avant d'y être chassés et pourchassés. Ils ont fui Kiwanja, Rutshuru et Rumangabo. Maintenant, des milliers d'autres déplacés ont vidé toutes les agglomérations riveraines de la route nationale n°2 qui relie Goma à Butembo et Beni. Ainsi, Goma suffoque. Coupée de principales voies d'approvisionnement en denrées alimentaires, la ville perd le contrôle de son économie et la vie y coûte excessivement cher.



Goma, ville martyrisée avec une population dont la détresse se lit sur le visage @Photo Droits tiers

## La terre tourne autour de Goma

Rien n'y est à prendre à la légère. L'arrogance communicationnelle du M23, la témérité militaire des troupes rwandaises et ougandaises, le discours complaisant du secrétaire général des Nations unies et le silence coupable de toute la communauté internationale trahissent bel et bien la maturité du complot. **«Ceux qui ont échoué de balkaniser la RDC hier se sont mêlés aux ambitions légendaires du Rwanda, de l'Ouganda, du Burundi et du Kenya de se partager injustement les richesses du Congo-Kinshasa»**, a mentionné un universitaire intervenant dans une conférence scientifique à Kinshasa.

**«Cette déstabilisation est rendue possible notamment par l'infiltration de toutes les institutions de la République»**, a déclaré l'acteur politique Martin Fayulu mercredi à Kinshasa. «Et pour mieux contrôler la RDC, ses ennemis l'ont amenée dans la Communauté d'Afrique de l'Est», affirme Fayulu. Et de conclure qu'en réalité, **«le processus de Nairobi est un processus de validation de nouvelles frontières des territoires conquis en RDC par le Rwanda»**, a-t-il indiqué.

La pression militaire par le M23 interposé serait donc l'ultime recours pour saucissonner au grand jour la République démocratique du Congo. Décider d'un émiettement calibré définissant les axes d'intérêts de chacune des puissances occidentales et régionales. Minerais, produits agricoles et alimentaires, réserves naturelles, pétrole, etc.

## Blinken, Macron et Uhuru Kenyatta boudés par le M23

Le deal n'échappe à aucune puissance. Même la puissante ONU (**Organisation des Nations unies**) s'est ridiculement compromise dans le dossier RDC. Les principaux contributeurs étant positionnés en bonne place dans la combine criminelle contre la République démocratique du Congo, son secrétaire général ne devrait que perdre le nord d'expression. Guterres s'est enfoncé. Et l'ONU s'est dégonflé. Au sommet des grandes économies du G20 sur l'île indonésienne de Bali, le président français Emmanuel Macron s'est exprimé en défaveur de la position de Kinshasa.

Sur la situation de l'Est de la RDC et des tensions avec le Rwanda, comme vous le savez en septembre dernier, j'ai réuni les présidents Kagame et Tshisekedi en marge de l'Assemblée générale pour ce sujet. J'ai parlé à l'un et à l'autre ces derniers jours. J'ai également parlé au président Ruto. Je remercie ce dernier pour sa mobilisation et son engagement, a-t-il déclaré. Macron comme Guterres, Washington et bien d'autres États de réputation démocratique s'attachent au seul schéma de Nairobi, la boucle des boucles.

**«Il y a un chemin possible engageant la région sur la base du processus de Nairobi que nous soutenons. Ce que nous sommes en train de faire, c'est en lien étroit avec les Nations unies et sous l'égide de ces dernières pour permettre le déploiement d'une force régionale à grande compo-**

**sante, à court terme, kényane.»**

Plusieurs puissances de la région ont aussi marqué leur disponibilité pour pouvoir stabiliser plusieurs villes et en particulier Bunagana et quelques autres et permettre ainsi un retrait des forces en présence, le M23. Et surtout pouvoir engager un processus politique qui doit être la priorité dans le traitement de ces tensions, a soutenu Emmanuel Macron.

Dans cette perspective, le président français veut compter sur la bonne foi de Félix Tshisekedi et de Paul Kagame. **«Je sais pouvoir compter sur l'engagement et du président Kagame et du président Tshisekedi en cette période. Je vais remercier ici aussi le président Ruto pour sa mobilisation politique et l'engagement de ses forces et la France continuera d'être aux côtés de ces initiatives»**, a-t-il enchaîné. D'autre part, toujours à Bali, un autre tête-à-tête a permis au peuple congolais de tirer la conclusion du complot. Il s'agissait de la rencontre entre Vincent Biruta, chef de la diplomatie rwandaise et Antony Blinken, chef du département d'État américain.

**«J'ai eu une rencontre importante avec Vincent Biruta. J'ai souligné l'inquiétude profonde des États-Unis à propos des violences qui se poursuivent dans l'est de la RDC, et j'ai demandé au Rwanda d'agir pour faciliter la désescalade»**, a écrit Antony Blinken sur Twitter mercredi. Et Biruta d'en préciser les contours : **«J'ai réitéré l'implication du Rwanda dans les mécanismes régionaux pour amener la paix et la stabilité dans la région, et souligné le besoin de toutes les parties prenantes de travailler à une solution politique à cette crise»**.

Deux messages complémentaires qui établissent fondamentalement la dimension planifiée de la crise du M23. Pendant ce temps, Uhuru Kenyatta s'époumone sans résultat. Malgré tous les appels à la cessation des hostilités par les chefs d'État de l'EAC, le M23 viole, s'arme et se positionne.

Landry Amisi/  
ouragan.cd

## Après deux reports consécutifs

## Le 18e sommet de la Francophonie s'est ouvert à Djerba

Après deux reports consécutifs, le premier en 2020, en raison de la crise sanitaire et le second en 2021, sur fond de manifestations en Tunisie contre le durcissement du pouvoir du président Kais Saïed, le 18e sommet de la Francophonie s'est ouvert ce samedi.

C'est la première fois, depuis 2018, que les chefs de d'États et de gouvernement de la Francophonie se réunissent et cela faisait deux ans que l'Arménie attendait de pouvoir passer le flambeau à la Tunisie. C'est désormais chose faite.

Trois personnalités se sont exprimées ce samedi: le président tunisien Kais Saïed, le Premier ministre arménien Nikol Pashinyan et la secrétaire générale de l'organisation, la Rwandaise Louise Mushikiwabo.

Ils étaient tous soulagés que ce sommet puisse enfin se tenir et, à ce propos, le chef de l'État tunisien n'a pas manqué de faire allusion, sans les citer, à ces pays (comme le Canada) qui s'étaient montrés réticents quant au choix de la Tunisie.

« Comme tout le monde le sait, il était question, à des moments difficiles et pour de multiples raisons, d'organiser ce sommet à distance, voire même, pour certains, de l'annuler pour l'organiser ailleurs. Mais notre volonté inébranlable, avec l'appui de nos amis, a fini par l'emporter. Nous voilà réunis aujourd'hui à Tunis et à Djerba », a déclaré le président tunisien.

## « Notre organisation doit continuer à évoluer »

Cette première journée de Sommet aura aussi permis à la secrétaire générale de l'organisation de présenter aux chefs d'État et de gouvernement son rapport d'activité, autrement dit, le bilan de son premier mandat. Ce dernier sera d'ailleurs renouvelé, car l'élection à la tête de l'OIF est sans grande surprise, Louise Mushikiwabo étant seule candidate à sa succession.

Et c'est dès la cérémonie d'ouverture que Mme Mushikiwabo a défendu son action. Elle s'est notamment félicitée d'avoir réussi à engager des réformes au sein de l'OIF. Mais, selon elle, beaucoup reste à faire. « Il serait abusif de dire que cette trans-



formation qui vise à faire de l'OIF une organisation d'excellence est totalement aboutie. Nous avons commencé à en récolter les premiers fruits et on en attend beaucoup d'autres », a-t-elle déclaré.

« Notre organisation doit continuer à évoluer, sans remettre en cause sa spécificité, ni son identité. Nous savons qui nous sommes et d'où nous venons. Je considère pour ma part que nous allons vers une francophonie renouvelée où chaque pays a pleinement sa place. Tous les pays, tous les gouvernements de cette organisation comptent à mes yeux », a-t-elle ajouté.

Mais c'est dans son rapport soumis aux chefs d'État et de gouvernements de la francophonie, que RFI a pu consulter, que Louise Mushikiwabo va dans les détails. Elle se félicite, dans ce document, de la « profonde transformation » dans laquelle elle dit avoir engagé l'OIF, une organisation, selon ses mots, « repensée pour l'avenir » et qui vise « l'excellence opérationnelle ».

Face à un contexte international marqué ces dernières années par une multitude de crises, la secrétaire générale prône aussi « une nouvelle forme de multilatéralisme ». L'OIF est « plus présente sur le terrain » et ses actions sont plus resserrées.

Louise Mushikiwabo dit avoir 3 priorités stratégiques: La langue française, la gouvernance démocratique et la coopération sur les enjeux stratégiques tels que l'éducation, l'économie, le numérique, le développement durable et l'égalité fem-

mes-hommes. Enfin, le rapport met en avant une « meilleure visibilité » de l'OIF à l'international, à travers « l'organisation ou la participation à de grands rendez-vous mondiaux », tels que l'exposition universelle de Dubaï.

## Crises et conflits dans l'espace francophone

Les chefs de d'États et de gouvernement planchent maintenant sur différents textes. Ils doivent notamment adopter une résolution sur les crises et conflits dans l'espace francophone. Parmi les sujets qui préoccupent le plus les États-membres de la Francophonie, il y a la guerre en Ukraine, la crise au Liban ou encore en Haïti, mais aussi la situation sécuritaire au Sahel ainsi que le récent regain de tensions entre la RDC et le Rwanda.

Dès vendredi, lors de la Conférence ministérielle, la question sur les tensions entre la RDC et le Rwanda était sur la table. Ce sujet revient beaucoup dans ce Sommet de la Francophonie. Selon nos informations, il devrait d'ailleurs faire l'objet d'une rencontre, à huis-clos, en présence de la secrétaire générale de l'OIF, Louise Mushikiwabo. L'objectif étant, pour la Francophonie, de parvenir à faire émerger une position commune sur un dossier qui reste extrêmement épineux.

## Les attentes de la RDC

Le président congolais, Félix Tshisekedi, ne sera pas présent au sommet. Il est représenté par le Premier ministre congolais Jean-Michel Sama Lukonde.

Selon le compte rendu du Conseil des ministres de vendredi 18 novembre, en participant à ce sommet, la RDC compte dénoncer, à travers différents échanges bilatéraux et multilatéraux, « l'agression dont elle fait l'objet de la part de son voisin le Rwanda ». À Kinshasa, on attend également une réaction de l'OIF sur cette question, une attente également présente même dans l'opposition. Martin Fayulu tente de mettre la pression: « Si le sommet de l'OIF ne condamne pas l'agression de la RDC par le Rwanda à travers ses supplétifs de M23, cette institution internationale perd sa raison d'être et la RDC n'aura plus aucun intérêt à y rester membre », dit-il.

## Mobilisation de la société civile

Des associations de la société civile tunisienne ont voulu profiter de l'événement pour faire entendre leurs voix, rapporte notre correspondante en Tunisie, Amira Souilem. Mais dans Djerba, où la sécurité est maximale durant le sommet, difficile de se faire entendre. Les organisations ont dû faire preuve de ruse pour se faire entendre sur les détentions arbitraires, recul des libertés ou encore les violences policières qu'elles dénoncent.

À noter que selon le président français Emmanuel Macron, la France a posé sa candidature pour accueillir le sommet de la francophonie en 2024, candidature qui, dit-il, a été acceptée ce samedi en fin de journée.

## Angola

## Isabel dos Santos sous le coup d'un mandat d'arrêt international ?



leur cliente est bien au courant des procédures judiciaires en cours à son encontre, en Angola comme au Portugal. Ils rappellent qu'Isabel dos Santos s'est d'ailleurs toujours rendue aux convocations de la justice portugaise.

## Douze années de prison

Le 18 novembre, Lusa a révélé l'existence d'un mandat d'arrêt international pour extradition à la demande du procureur général de la République d'Angola. Selon le document d'Interpol, que l'agence de presse portugaise a pu consulter, Isabel dos Santos est recherchée pour détournement de fonds, fraude qualifiée, association criminelle, trafic d'influence et blanchiment d'argent. Des faits pour lesquels elle peut encourir une peine allant jusqu'à douze années de prison.

## Femme la plus riche d'Afrique

Femme d'affaires redoutable, Isabel dos Santos est aujourd'hui la femme la plus riche d'Afrique. Elle a notamment été à la tête de la Sonangol, la compagnie nationale pétrolière angolaise, de juin 2016 à novembre 2017. Selon le mandat d'Interpol, elle aurait détourné, durant cette période, plus de 200 millions d'euros.

Le 18 novembre, l'agence de presse portugaise Lusa a révélé qu'Interpol recherche la fille de l'ancien président angolais, José Eduardo dos Santos. Mais les avocats de la femme d'affaires Isabel dos Santos ne sont pas au courant qu'un mandat d'arrêt international est émis à son encontre. Depuis plusieurs années, Isabel dos Santos fait l'objet d'une enquête en Angola pour détournements de fonds publics. Mais la défense de la femme la plus riche d'Afrique, réfute les informations de Lusa.

« Nous avons consulté la base de données d'Interpol, et à ce jour, il n'y a aucune référence de l'émission d'un mandat » au nom d'Isabel dos Santos, explique le communiqué de ses avocats. Ils précisent que

## Burkina Faso

## Lutte contre le terrorisme : cap sur la diversification des partenariats

Au Burkina Faso, le Premier ministre Apollinaire Joachim Kyelem de Tambela était face aux députés ce samedi pour sa déclaration de politique générale. Tout en remerciant certains partenaires voisins d'avoir facilité l'acquisition de matériels pour les forces armées, le Premier ministre a fustigé le comportement d'autres partenaires, sans les citer.

Face aux députés, Apollinaire Joachim Kyelem de Tambela, le chef du gouvernement, a pointé du doigt le comportement de certains amis du Burkina Faso sur le plan militaire. Et il estime qu'il est temps de passer à la diversification des partenariats.

« Comment des pays, qui ont le contrôle de l'espace avec des moyens modernes de détection, ne peuvent-ils pas, si ce sont nos vrais amis, nous donner les renseignements nécessaires sur les agissements et les mouvements des terroristes », s'est-il indigné. Et d'ajouter: « Nous essayons, autant que possible, de diversifier nos partenariats. Mais il ne sera pas question de nous laisser dominer par un partenaire, quel qu'il soit ».

« Nous attendons de chacun de nos partenaires qu'ils soient loyaux. Nous pensons, peut-être à tort, que certains partenaires n'ont pas toujours été loyaux ».

## Mises au point

De nombreux députés se sont appesantis sur la stratégie de reconquête des localités sous contrôle des groupes armés terroristes et le contenu des accords de défense entre le Burkina Faso et ses partenaires. « Que faut-il entendre dans diversification des partenariats » et quelle forme cela va prendre ? », s'interroge un élu. « Aujourd'hui, après diagnostic, pour gagner la



guerre, le Burkina Faso doit-il continuer au sein de la force conjointe du G5 Sahel ? », questionne un autre.

Selon le chef du gouvernement, le Burkina Faso ne se sent pas lésé dans la mise en œuvre des accords de défense en cours d'exécution. « En l'état actuel, il n'y a pas un partenaire qui peut dire qu'il nous brime dans nos relations de partenariat. Des mises au point ont déjà été faites à certains. Et dans les rapports que nous allons engager avec de nouveaux partenaires, cela sera au centre de nos préoccupations ».

Le Premier ministre Apollinaire Joachim Kyelem de Tambela assure qu'une réorganisation en profondeur de l'armée est en cours et des moyens de combat terrestres et aériens ont été acquis grâce à la facilitation de certains voisins.

Lors de cette présentation de sa feuille de route, le chef du gouvernement a également mis en avant, en plus de la lutte contre le terrorisme et la reconquête du territoire national, ses projets pour la politique agricole, sanitaire, éducative et sociale.

## Dans son single : "Une armée", Dena Mwana appelle les soldats de Dieu à l'éveil



temps d'aller servir le Seigneur avec puissance et onction, Alléluia Yeah», peut-on savourer dans un extrait de ce morceau.

Dena Mwana est une auteure, compositrice, interprète, artiste, conférencière, conductrice de louange et

La chanteuse chrétienne, Denise Mwana Kitata Muwayi, alias « Dena Mwana » a dévoilé, vendredi sur toutes les plateformes de téléchargement légal, la sortie de son nouveau single intitulé : « Une armée », dans lequel elle lance un appel aux soldats de Dieu à rester en éveil.

Dans cet opus de 5 (cinq) minutes que l'ACP a pu auditionner samedi sur une des plateformes de téléchargement, l'artiste musicienne lance un message aux chrétiens à vivre en personne qui veille, tout en demeurant en tenue de service : « En Christ, l'espérance de la gloire reste certaine. Rechargez-vous, armée de Dieu. ( Il est

d'adoration. Elle est née à Kinshasa des parents congolais. Elle débute sa carrière comme chanteuse en 1996, dans le chœur : « Notre dame de grâce » de Kinshasa, au sein duquel 5 (cinq) ans plus tard, elle deviendra directrice.

Elle est auteure de plusieurs récompenses, entre autres, aux Africa Gospel Music et Média Awards « AGMA », en 2013 et 2019 à Londres. La chanteuse dispose de 3 (trois) albums interprétés avec plusieurs stars nationales et internationales, dont El Georges, Lord Lombo, Dan Luiten, Soweto Gospel, Limoblaze.

ACP

## Ferre Gola dévoile le clip de la chanson Marionnettes

L'artiste musicien Hervé Gola alias Ferre Gola a dévoilé, vendredi, le visuel de la chanson « Marionnettes », issue de son album « Dynastie » que le Padre s'apprête à rendre public, a appris vendredi l'ACP de ses pages sociales.

« Ainsi font, font, font les petites marionnettes, aujourd'hui je ferme les yeux », fredonne-t-il sur un font de style métissé aux sonorités RNB et salsa de 3 minutes.

Signalons que le Palzuria avait promis récemment de balancer un clip chaque semaine pour essouffler la concurrence, « on ne laissera plus de temps, la semaine prochaine, une chose de nouvelle et la suivante une autre chose arrive. Pas de temps mort », avait-il prévenu, raison pour laquelle, il a lancé un nouveau clip samedi 29 octobre dernier vers 13 heures.

Dans un autre registre, Ferre Gola a remercié le pasteur Moïse Mbiye et toute la communauté de l'église Cité Bethel pour leur soutien, lors du culte célébré jeudi au sein de l'assemblée centrale de cette église située dans la commune de Limite.

« Je suis ici pour vous remercier et aussi prier car j'étais dans un lieu



très dur en prison, vos prières m'ont beaucoup aidé, j'avais promis de passer mais à mon arrivée pour des raisons de pluies je n'ai pas pu même si c'est le cas ce soir mais cela ne m'a pas empêché pour qu'on puisse prier avec vous en ce lieu », a-t-il dit avant d'exécuter un cantique chrétien devant l'assemblée.

De son côté, le pasteur Moïse Mbiye a profité de l'occasion pour lui offrir une Bible en prodiguant quelques conseils à propos de la vie de prière « Là dedans, il y a une Bible et notre livre « assurance du salut », nous souhaitons que ce qui était arrivé, ne t'arrive plus et que tu sois en paix », a déclaré le pasteur.

Ferre Gola a regagné Kinshasa le 10 novembre dernier, après avoir été incarcéré quelques mois en France pour une affaire familiale, rappelle-t-on.

ACP

## Gaz Mawete : "Je ne travaillerai plus avec Bomaye Music"

Un coup de foudre dans l'air ! En fin de contrat, le chanteur congolais Gaz Mawete dit « Boyika Madine » renonce plus de poursuivre l'aventure avec le label « Bomaye Music », cher au général Philo.

Une signature qui était intervenue au lendemain de la finale Best of the Best All Star, en 2017. En effet, le protégé de Fally Ipupa l'a fait savoir jeudi 17 novembre via son compte Twitter. « Je ne travaillerai plus avec le label Bomaye Music, mon contrat touche à sa fin », a déclaré Agarabinana.

Il y a lieu de noter que tout remonte en septembre 2017, lorsque la société de télécommunication, « Vodacom RDC » et « Pygma » ont eu l'idée de rassembler quelques candidats qui sont passés aux éditions précédentes pour une nouvelle édition nommée « Vodacom Best of the Best All Star ».

Le vainqueur devait signer avec le prestigieux label Bomaye Musik. C'est là que l'auteur de la chanson à succès à l'époque « Polina » va



briller de mille feux pour remporter haut la main cette compétition, qui, sans doute va le placer dans le cercle fermé des meilleurs artistes urbains de la République démocratique du Congo et d'Afrique.

Mawete est aussi auteur-compositeur de plusieurs tubes qui cartonnent dans les discothèques de Kinshasa et d'ailleurs, entre autres : « Paulina », « Ngebe » (2017), « Olingi nini » (2018), « Antidote », « La loi du talion », « Milinga na likolo » (2019), « Kobokolo », « C'est Raté feat Fally Ipupa », « Zuwa » (2020), « Maitresse ».

Son tout premier album solo intitulé « Puzzle » a été lancé au mois de mars dernier sur tous les supports digitaux de vente en ligne légale et des streams.

Raphaël Mansangu/ouragan.cd

## Littérature

### Dans son nouveau roman, Marthe Bosuandole attire l'attention des Congolais contre la ruse de leurs voisins

Le nouveau roman de la journaliste Marthe Bosuandole, intitulé « Belle et cruelle », utilise une fiction pour attirer l'attention des Congolais face au comportement rusé de leurs voisins qui est la cause de tant de dysfonctionnements de la République démocratique du Congo (RDC).

« Belle et cruelle est un roman militant, une leçon, une histoire qui doit être racontée pour qu'elle traverse des générations. C'est aussi une grande interpellation entre l'amour d'un homme à une femme, le patriotisme et les intérêts du pays », a déclaré, l'écrivaine Elisabeth Mweya, dudit roman, porté sur les fonts baptismaux, vendredi, au restaurant Inzia dans la commune de la Gombe à Kinshasa, par le Pr Budimbani et l'écrivaine, Elisabeth Mweya Tolande.

Le roman a été paraphrasé par le Pr Budimbani qui a ajouté : « Cette œuvre est une manifestation de l'amour de la liberté et le courage des convictions de l'auteure. Je souhaiterais voir ce roman traverser toutes les frontières du monde, être primé et remplir sa mission principale, celle d'interpeller d'autres populations ».

Pour le recenseur du roman, le Pr Mukulu Di Déni, cette œuvre de 114 (cent quatorze) pages, publiée aux éditions MBB et dédiée à l'écrivain Séné Mongaba, retrace l'histoire d'une guerre qui oppose le

pays « Zaidi » à celui de Makala, dont Rockman, un général de corps d'armée zaïrois, tombe amoureux d'une femme originaire de Makala, alors qu'il est envoyé dans l'Est de son pays pour déloger l'ennemi qui sème la mort et la désolation.

### Une responsabilité de transmission historique

Marthe Bosuandole, dans son roman, développe différents thèmes dont l'amour ou le défaut d'intelligence, pour expliquer quelques troubles organisationnels et des mauvaises pratiques que connaît la RDC, son pays, suite à la convoitise de ses

voisins qui cherchent à tout prix à s'accaparer et à exploiter ses richesses.

« Cette réalisation littéraire ressort d'une certaine responsabilité à raconter, à ma manière aux jeunes générations, l'histoire de la RDC, afin de créer une communauté de lecteurs et de personnes passionnées de la lecture. Cette histoire est racontée pour inspirer d'autres jeunes et présenter notre vécu tel que ça devait être » a-t-elle fait savoir.

Marthe Bosuandole Bulamatarari est journaliste à l'Agence France Presse (AFP). C'est une passionnée de la littérature. « Belle et cruelle » est son troisième roman après « Prédateurs masqués » paru en 2019 et « Wichawa, amour à tout prix » publié en 2015.

ACP

## Vodacom - Ligue 1

## TPM-Bazano mercredi 23.11

Le TPM a récupéré neuf de ses onze internationaux convoqués pendant cette trêve internationale. Djos ISSAMA a ramené ses coéquipiers internationaux à Lubumbashi le vendredi soir.

Les neuf joueurs sélectionnés pour le stage de la RDC en Turquie sont rentrés, vendredi soir à Lubumbashi. Le stage comme la double confrontation face au Congo Brazzaville étant annulés, la FÉCOFA a renvoyé les joueurs dans leurs clubs respectifs. Et très vite, la Linafoot a reprogrammé la rencontre TPM-Bazano au mercredi 23 novembre prochain à 15h30 au Temple des Badiangwenas à Kamalondo.

Par conséquent, le match TPM-Don Bosco au programme du 22 novembre tombe à l'eau et



on ne sait pas encore si la Linafoot maintiendra la réception de Kuya le dimanche 26 de ce

mois. Un communiqué de la Linafoot tombera sûrement dans les prochains jours.

## Vodacom - Ligue 1

## V.Club s'offre le derby kinois et coince le Daring (1-0)



L'AS Vita Club maintient son emprise sur le Daring Club Motema Pembe. Ce dimanche, au Stade des Martyrs, les deux géants clubs de la capitale congolaise se sont affrontés en match de la poursuite du championnat. Un derby kinois qui a tourné en faveur des Moscovi-

tes, vainqueurs sur la plus petite de marques (1-0).

Le plus grand derby de Kinshasa n'est plus qu'une coquille vide, un match en manque de spectacle et d'engouement, de saveur. Lasés, les fans de deux équipes n'ont pas répondu ce dimanche, les travées de l'ex-Stade Kamaniola vides ou presque. Sur le terrain, c'est le Daring Club Motema Pembe qui se montre plus ambitieux, bousculant VClub en début de rencontre, mais sans idée en

attaque. Zéro but partout à la pause.

En seconde mi-temps, Vita Club sort de son périmètre et décide d'embêter la défense du Daring. La stratégie est toute trouvée, puisqu'à la 67<sup>e</sup> minute, l'inévitable buteur togolais, Marouf Tchakei, surprend d'une frappe sublime, Hervé Lomboto, portier des Immaculés. Les Dauphins Noirs prennent l'avance et la conservent jusqu'à la fin de la partie.

Comme souvent cette saison, VClub s'impose sans briller dans un match serré. Succès précieux pour l'équipe de Raoul Shungu qui reconforte sa place de leader du classement partiel de la Linafoot avec 16 points en 6 matchs. DCMP de son côté, reste dans lanterne rouge avec 3 points 4 sorties.

Foot RDC

## Coupe du Monde 2022

## L'Équateur douche le Qatar en match d'ouverture (2-0) !

L'équipe du Qatar, pays organisateur du Mondial 2022, n'a pas fait le poids face à l'Équateur d'Enner Valencia auteur d'un doublé pour le match d'ouverture du tournoi (2-0). Un départ idéal pour les Sud-américains, et un retour à la dure réalité du haut niveau pour les hôtes qatariens.

Douze ans que le Qatar préparait cela. Mais malgré les entraînements à huis clos depuis six mois et les « sacrifices » des joueurs « contraints de s'entraîner loin de leurs familles pendant de longues semaines », le miracle n'a pas eu lieu. Le fossé était trop grand, la pression peut-être trop forte, et à l'arrivée, des espoirs douchés en une mi-temps. Le peuple qatarien espérait certainement mieux pour l'entrée en matière de son équipe nationale, mais les « Al Annabi » (les Bordeaux) n'ont esquissé, ne serait-ce qu'une belle action, un tir cadré, ou une révolte qui aurait pu faire frissonner leurs supporters. Ah si ! Cette belle demi-volée du rentrant Mohamed Muntari qui atterrit au-dessus du filet équatorien à la 87<sup>e</sup> minute. Bien trop tard pour réveiller ses compagnons.

## Un Qatar perdu



Dans ce match d'ouverture, l'Équateur n'a pas en réalité permis à son adversaire de croire à un exploit. Les hommes de Gustavo Alfaro ont pris le match à leur compte dès le coup d'envoi. Et si le but d'Enner Valencia, dès la 3<sup>e</sup> minute, a été refusé après l'intervention de la Var, l'Équateur finit par concrétiser sa domination sur un penalty (16<sup>e</sup>) de... Valencia. Le capitaine de la Tri, intenable, s'offre même un doublé à la demi-heure de jeu sur une belle reprise de la tête qui ne laisse aucune chance à Saad Al Sheeb (31<sup>e</sup>).

Le Qatar semble perdu, l'Équateur a la mainmise sur la rencontre et ne cédera rien au pays organisateur. Car même après avoir choisi de reculer en seconde mi-temps, même avec un Ener Valencia sortie à la 75<sup>e</sup> mi-

nute, et affaibli par deux coups sur son genou, la Tri n'a pas été bousculée par une faible équipe du Qatar.

## L'Équateur peut y croire

Le monde du foot se posait la question sur la valeur de cette équipe du Qatar, championne d'Asie en 2019 et entraînée par un ancien de la Masia, le célèbre centre de formation du FC Barcelone. Dimanche, il y a eu beaucoup de réponses aux questions. Cette équipe du Qatar manque forcément d'expérience pour sa première participation à la Coupe du monde, mais a également beaucoup de limites sur le plan technique, tactique et surtout dans l'engagement que demande un tel événement.

En face, la Tri, arrivée quatrième des éliminatoires de la zone Amérique du Sud, a montré l'image d'une équipe qui pourrait créer la surprise dans ce groupe A en compagnie des Pays-Bas et du Sénégal. Emmené par leur capitaine et attaquant, Enner Valencia, actuel meilleur buteur actuel du championnat de Turquie (13 buts), l'Équateur possède une équipe qui peut rêver d'exploit.

Le deuxième match de ce groupe A opposera lundi 21 novembre à 16h (TU), le favori du groupe, les Pays-Bas, face aux champions d'Afrique en titre, les Lions du Sénégal.

## Mondiale 2022

## Gianni Infantino dénonce "l'hypocrisie" des Occidentaux contre le Qatar

Lors d'une conférence de presse devant plus de 400 journalistes à Doha, Gianni Infantino, président de la FIFA, a remis en cause les critiques émises par les médias occidentaux et les personnalités publiques, en Europe, sur le Qatar.

Sur la question de plusieurs milliers des travailleurs migrants morts sur des chantiers au Qatar, M. Infantino a déclaré : « Qui se soucie des travailleurs ici ? La FIFA. J'ai participé à un événement il y a quelques jours sur le handicap. Il y avait quatre journalistes. Il y a pourtant un milliard d'handicapés dans le monde. Ici, les travailleurs immigrés gagnent dix fois plus que ce qu'ils gagneraient chez eux et peuvent aider leur famille à survivre. Nous, en Europe, nous fermons nos frontières, nous empêchons ces travailleurs de venir travailler chez nous de manière légale. Si l'Europe se soucie véritablement de l'avenir de ces individus, elle pourrait,

nées. J'ai abordé ce sujet des travailleurs immigrés dès le début. Combien d'entreprises qui gagnent des millions ici en parlaient avec les autorités avant nous ? Aucune. »

M. Infantino a aussi appelé les médias et les personnalités publiques à séparer le sport de la politique. Pour lui, toutes les critiques doivent être émises à l'égard de la FIFA et de sa personne. « Le Qatar est un pays souverain, ce n'est pas à la FIFA de lui donner des ordres. Vous pensez que la FIFA peut aller en Angleterre, aux USA, et y dire ce qu'il faut faire ? Je ne suis pas là pour faire taire, tout le monde est libre de parler. Mais mon message principal, c'est que nous sommes une organisation de football, qu'on ne devrait pas utiliser le foot pour d'autres fins. Les hypocrites, ce ne sont pas nous, ce sont les autres, ceux qui donnent des leçons aux autres, même si la situation chez eux laisse à désirer. »

À propos de l'interdic-



comme le Qatar, mettre en place des canaux légaux pour qu'un pourcentage puisse venir en Europe. Donnons du travail, une lueur d'espoir. Je me demande pourquoi personne ne souhaite reconnaître les progrès effectués depuis 2016. »

Il a aussi reproché à l'Europe de vouloir « donner des leçons » malgré un passé historique sombre. « Sur les travailleurs immigrés, nous avons pris des leçons du monde occidental, notamment des Européens. Je suis européen, je pense à ce que nous avons fait dans quatre coins du monde depuis 3 000 ans, peut-être est-ce à nous de nous excuser pour ce que nous avons fait pendant ces 3 000 an-

tion de la bière, Infantino a déclaré : « Toutes les décisions prises sont communes entre le Qatar et la FIFA. Il y aura plusieurs fans zones, plus de 200 sites qui vendent de l'alcool, 100 000 personnes pourront acheter simultanément de l'alcool, je pense qu'on peut survivre en ne buvant pas de bière pendant trois heures. En France et dans d'autre pays, la législation est similaire. Nous avons essayé jusqu'à la dernière minute de voir si c'était faisable. »

Le coup d'envoi de la Coupe du Monde 2022 est prévu ce dimanche à 15h00 entre le pays hôte, le Qatar, et l'Équateur.

FootRDC

# Le trafic d'influence s'invite dans le contentieux Katumbi-Beveraggi

La Rd-Congo serait-elle malade de sa justice ? Au vu de la multiplication des cas mal jugés, des jugements bloqués suite au trafic d'influence, il y aurait lieu de répondre par l'affirmative. Le chef de l'Etat a fait le même constat dernièrement allant jusqu'à rendre public un numéro d'appel d'urgence pour dénoncer cette pratique d'une certaine époque et ne cesse de ternir l'image du pays et porte un coup d'estocade au processus démocratique en cours depuis 1990.

Justicia asbl a fait le même constat et dénonce le trafic d'influence qui s'est invité dans le dossier judiciaire qui oppose Moïse Katumbi et Pascal Beveraggi depuis près de sept ans. Apparemment close, au vu des décisions de justice rendues en bonne et due forme, cette affaire devient un feuilleton du fait des rebondissements incessants et surprenants. Ayant cherché en vain à ravir à l'ancien gouverneur de l'ex-Katanga grâce à ses accointances avec les autorités du régime précédent, Pascal Beveraggi s'est mis en tête de réussir son forfait en recourant à la même pratique, à savoir le trafic d'influence pour bloquer ou influencer négativement sur les décisions de justice. Hélas,

certains proches du Chef de l'Etat sont tombés dans ce piège de l'homme d'affaires corse débouté autant par la justice congolaise que française. Ils tentent d'apporter leur appui à un soi-disant investisseur étranger dont la mauvaise intention – celle d'étouffer les investisseurs nationaux – a été démontrée dans l'affaire qui l'oppose au président de Ensemble pour la République. Dans sa frénésie, Pascal Beveraggi en veut désormais à Ecobank Rdc Sa à qui il reproche d'avoir été prise pour « tiers » par le tribunal de commerce de Kinshasa/Gombe dans sa décision. Son stratagème consisterait à faire d'Ecobank Rdc un bouc-émissaire pour brouiller la piste et entretenir un flou faux et inutile. Justicia asbl, une ong de promotion et de défense des droits de l'homme a, dans un communiqué daté du 19 novembre 2023, lancé un appel à toutes les autorités politico-judiciaires pour arrêter les menaces qui pèsent sur un huissier de justice pour avoir osé pénétrer dans les bureaux des sociétés de Pascal Beveraggi pour y déposer un exploit de sa hiérarchie. Le pauvre agent est soumis à la clandestinité pour échapper à un mandat d'amener télécommandé par un certain Me Peter Kazadi.

Ci-après, le communiqué de Justicia asbl

## COMMUNIQUE DE PRESSE N°014/JUST/2022 OU VA LA JUSTICE CONGOLAISE ?

*Il nous revient de plusieurs sources proches des milieux judiciaires du HautKatanga ce qui suit : - En exécution d'une décision décriée qui a été prise par le Magistrat Délégué par le Président du Tribunal de Commerce de Kinshasa/Gombe sous MU 1917 conférant, de manière totalement illégale, par voie de simple ordonnance un caractère de titre exécutoire à un arrêt de la Cour d'Appel de Kinshasa/Gombe, non coulé en force de chose jugée, parce que frappé d'opposition, les sociétés OCTAVIA LIMITED et NB Mining Africa SA ont procédé à des saisies visant le patrimoine de la société ECOBANK RDC SA alors que la décision initiale ne condamne nullement cette dernière au paiement des sommes au profit ni de la société OCTAVIA, ni de la société NB Mining Africa, ni de quiconque. - Comme de droit, la société ECOBANK RDC SA a initié des contestations pour obtenir la mainlevée des saisies qu'elle trouve totalement infondées et pratiquées sur base de l'ordonnance décriée du Tribunal de Commerce de Kinshasa/Gombe. - Conformément aux règles de droit en général et de procédure en particulier, les contestations devraient être instrumentées par un huissier de justice. - C'est ainsi que l'huissier ZABALEGA ASANI a été requis à cette fin. - Arrivé au cabinet de Maître Orphée TSHIMBADI, conseil des deux sociétés qui y ont élu domicile pour le besoin de la procédure précitée, l'huissier s'est vu empêcher de procéder aux devoirs de son ministère pour lesquels il a été requis et a été séquestré par Maître Orphée TSHIMBADI qui a même osé appeler l'Avocat Général MAVUNGU pour procéder à l'arrestation de l'huissier.*

*Comment pouvons-nous imaginer qu'un huissier de justice en pleine exécution des devoirs de sa charge pour lesquels il a été requis soit arrêté en plus par le parquet ? - Plusieurs sources nous renseignent que le Procureur Général près la Cour d'Appel du Haut-Katanga l'a fait uniquement pour faire plaisir à Maître Orphée TSHIMBADI qui a été recommandé par Maître Peter KAZADI, personnalité qui prétendant agir pour compte du régime et considère l'actuel Procureur Général près la Cour d'Appel du Haut-Katanga comme un agent relevant de lui qu'il a fait nommer à Lubumbashi pour faire exclusivement sa volonté, même illégale. - Et, après vérifications, il nous est rapporté que l'huissier a été tardivement libéré mais le Procureur Général a émis un mandat d'amener pour contraindre l'huissier à une fuite et l'empêcher ainsi d'instrumenter les contestations de la société ECOBANK RDC SA en vue de mettre cette dernière dans la forclusion (perte de délai) alors que les contestations sont déjà enrôlées. - Nous pensons qu'il est plus que temps de mettre fin au règne de Maître Peter KAZADI qui nuit terriblement à notre justice et il est inadmissible que nos pauvres huissiers soient malmenés par un Parquet Général alors qu'ils ne font qu'exercer les fonctions qui leur sont reconnues par la loi dans l'administration de la justice. Et, pourtant, le Parquet devrait même le protéger en pareille circonstance. De tout ce qui précède, Nous invitons toutes les autorités tant politicoadministratives que judiciaires et, très respectueusement, son Excellence Monsieur le Président de la République, Chef de l'Etat de prendre toutes les mesures qui s'imposent pour restaurer la sécurité juridique et judiciaire, socle de tout Etat de droit.*

Fait à Lubumbashi, le 19/11/2022

## Processus de Nairobi

# P. Kagame accepte de contribuer au retrait du M23 des positions conquises

Le président rwandais Paul Kagame a accepté d'aider le facilitateur Uhuru Kenyatta à obtenir le cessez-le-feu et le retrait du M23 des positions conquises. C'est ce qu'annonce un communiqué de la Communauté d'Afrique de l'Est(EAC) publié vendredi 18 novembre. Ce document a sanctionné la brève mission du facilitateur du processus de paix de Nairobi à Kigali auprès du président rwandais, Paul Kagame.

« Le président Kenyatta, en discussion avec le président Kagame, a convenu de la nécessité d'un cessez-

le-feu immédiat et le président Kagame a également accepté d'aider le facilitateur de l'EAC à exhorter le M23 à cesser le feu et à se retirer des territoires capturés conformément à la proposition faite par les chefs de défense régionaux lors de leur réunion à Bujumbura », lit-on dans ce communiqué.

D'après ce document, Uhuru Kenyatta a, en effet, au cours de mission dans la sous-région, parlé au Secrétaire général des Nations-Unies ainsi qu'à certains chefs d'Etat sous-régionaux dont Félix Tshisekedi de la RDC, Evariste Ndayishimiye du Bu-



rundi et Paul Kagame du Rwanda. Avec le président rwandais, le facilitateur a évoqué les conditions humanitaires déplorables que tra-

versent des populations du Nord-Kivu suite aux affrontements entre l'armée congolaise et le M23.

RO